

BIBLIOGRAPHIE

Vie Ouvrière

Dossier: «Apprendre à l-i-r-e et à écrire» in *Vie Ouvrière*, no 180, sept.-oct. 1984, pp3-64.

RGPAQ

L'alphabétisation au Québec: situation, recommandations. Mémoire présenté à la Commission d'étude sur la formation des adultes (CEFA) et au ministère de l'Éducation, Montréal, 1981, 90p.

RGPAQ

Alphabétisation Populaire; bulletin de liaison des groupes populaires en alphabétisation, n° 1 (1981) à n° 19 (1986).

RGPAQ

Document de réflexion «Pour un plan d'action en alphabétisation», Montréal: RGPAQ, 1986, 31p.

RGPAQ

«Écrire pour la première fois», supplément au bulletin Alphabétisation populaire, n° 1, fév. 1982, à n° 10, automne 1985.

RGPAQ

Mémoire du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec portant sur le «Projet d'éducation permanente», Montréal: RGPAQ, 1984, 12p.

DION, Carole et LACHAPPELLE, Nicole

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) et ses groupes membres (portraits et synthèses), Montréal: Québec (prov.), ministère de l'Éducation, Direction générale des adultes (DGEA), 1987.

HAUTECOEUR, Jean-Paul

(sous la direction de)

Pratiques d'alphabétisation, MÉQ, 1982, 408 p.

HAUTECOEUR, Jean-Paul

Introduction aux pratiques et politiques en alphabétisation, Montréal: Université du Québec, Service des publications, 1985, 540 p.

HAUTECOEUR, Jean-Paul

Alpha 88, Québec: ministère de l'Éducation, 1988, 439p.

HAUTECOEUR, Jean-Paul

Alpha 90, Québec: ministère de l'Éducation, 1990, 488 p.

HAUTECOEUR, Jean-Paul

Séminaire sur l'alphabétisation populaire (1980: Québec) : Alpha 80, compte rendu du séminaire, Québec: DGEA, 1981, 276 p.



Il était

Jean-François Aubin



Il était une fois un Regroupement de groupes populaires en alphabétisation qui souhaitait que l'alphabétisation au Québec puisse se développer. Ces groupes en avaient vraiment «marre» de se demander chaque année s'ils n'allaient pas devoir fermer leurs portes. En effet, le maigre soutien financier qu'ils recevaient du ministère de l'Éducation était remis en question tous les ans. Ces groupes auraient bien aimé également voir, pour une fois, le ministère de l'Éducation assumer ses responsabilités et appuyer un plan gouvernemental de lutte contre l'alphabétisme.

Toute cette histoire a commencé voilà bien des années, mais 1991-92 a été l'amorce d'une démarche de trois ans qui allait déboucher sur des gains intéressants pour l'alphabétisation populaire. Mais n'allons pas trop vite, et reprenons le fil des choses par le début.

une fois...

1991-1992 : une volonté commune mais dans quelle direction ?

C'est avec espoir que les groupes populaires en alphabétisation ont vu arriver l'Année internationale de l'alphabétisation (1990). Ils souhaitaient qu'au moins pour cette année spécialement consacrée à l'alphabétisation, le gouvernement se sente un peu obligé de s'impliquer dans ce dossier. De toute urgence, les groupes voulaient que le ministère de l'Éducation (MÉQ) se penche sur la question de leur financement, qui n'avait pas progressé depuis 1985. Déjà, quelques groupes avaient dû se résoudre à fermer leurs portes au cours des années précédentes et plusieurs autres envisageaient sérieusement de le faire. Les équipes de travail avaient fondu comme neige au soleil (diminution du nombre d'employé-e-s) et ceux qui demeuraient fidèles au poste voyaient les périodes de chômage se prolonger. Devant ce cul-de-sac, certains groupes se

tournaient vers des ententes avec les commissions scolaires, quitte parfois à y perdre leur identité propre et à ne devenir que des «sous-traitants». Bref, les perspectives d'avenir de l'alphabétisation populaire n'étaient pas roses. Triste histoire, n'est-ce pas ?

L'Année internationale de l'alphabétisation (1990) a marqué un pas important en terme de sensibilisation du grand public. Cependant, c'est avec amertume et déception que les groupes d'alphabétisation constataient un manque d'engagement concret de la part du gouvernement du Québec. Aucune nouvelle mesure favorisant l'alphabétisation, aucun budget supplémentaire, aucune initiative démontrant une volonté de s'attaquer à l'analphabétisme. Mais où donc était passé le prince charmant ?

Et ce n'est pourtant pas parce que les groupes avaient ménagé leurs énergies! Activités dans toutes les régions du Québec, pièce de théâtre, diffusion à travers

tout le Québec d'un recueil de textes écrits par des personnes analphabètes, grand rassemblement de plus de 1500 personnes pour souligner cette Année internationale de l'alphabétisation: tout avait été mis en oeuvre pour faire progresser ce dossier. En vain.

Le Regroupement a alors pris conscience qu'il devait préciser davantage son travail de sensibilisation : l'objectif principal n'était plus de montrer à la population à quel point il est important de s'alphabétiser. Plusieurs groupes étaient d'ailleurs obligés de refuser des personnes parce qu'ils n'avaient pas les ressources suffisantes pour les accueillir. Les listes d'attentes s'allongeaient.

On a décidé alors de poursuivre le travail de sensibilisation, mais en l'orientant en fonction des pouvoirs politiques (le gouvernement) et médiatiques (journaux, radios, télévision). Première étape : bien se préparer.

David allait entreprendre sa bataille contre Goliath !

**1992-1993 :
si on se préparait...**

En 1992-93 se sont multipliées, un peu partout à travers le Québec, des rencontres baptisées «ateliers échanges» avec les participantes et participants des groupes en alphabétisation. Ces assemblées ont fait ressortir une forte détermination de leur part à s'impliquer activement dans cette démarche de reconnaissance de l'alphabétisation populaire autonome. Chaque groupe s'est donné deux porte-parole des participantes et participants.

Ces porte-parole avaient pour rôle de transmettre les préoccupations des participantes et des participants de leur groupe. Ils devaient également faire circuler les informations importantes pour que chaque participante et participant se sente concerné. Ce sont ces porte-parole qui représentaient les personnes analphabètes auprès des politiciens et des journalistes.

Et puis, nous avons pris le temps de bien évaluer nos forces et nos faiblesses: quels points fallait-il améliorer avant de se lancer dans une telle opération ? Pour être en mesure de bien comprendre dans quelle aventure on s'embarquait, nous avons rencontré des représentants d'autres regroupements nationaux qui avaient connu des expériences semblables. Rien de tel pour faire sa propre histoire que de s'inspirer de celle des autres!

Chaque groupe a été invité à réaliser son propre bilan et à se préparer à dégager les énergies nécessaires pour cette mobilisation.

Ensuite, il a fallu s'entendre sur ce qu'on voulait exactement ou, en d'autres mots, de quelle façon on voulait que notre histoire finisse. Vous l'avez sans doute deviné, notre histoire fait partie de la collection «L'Histoire dont vous êtes les héros».

Cette démarche nous a amenés à produire un document

**«On ne peut
concevoir de façon
plus habile
d'exclure les
citoyens de la chose
publique, qu'en
les traitant en
ignorants et en
incompétents. Il y a
là une menace
qui, en ruinant la
possibilité d'une
libre parole, les
atteint dans leur
être même.»**

Paul Chamberland

intitulé «La nécessité d'une politique gouvernementale en alphabétisation et l'urgence d'un financement équitable pour les groupes membres du RGPAQ». Ce document a été élaboré au cours d'un processus démocratique qui a permis à tous les groupes de réfléchir et de se prononcer sur l'analyse de l'analphabétisme et sur les solutions à adopter pour l'enrayer. Un comité de travail a été formé pour superviser l'ensemble de la dé-

marche. Dès l'automne 1992, un sondage auprès des groupes nous a permis d'ajuster l'orientation du document. Plusieurs versions ont été retravaillées jusqu'à l'assemblée générale de juin 1993. C'est lors de cette assemblée que les dernières modifications ont été apportées à ce document qui allait servir de point de référence pour les deux années suivantes.

C'est également lors de cette assemblée qu'un plan d'action a été adopté, avec pour objectif de faire connaître nos demandes et d'amener le gouvernement du Québec à «bouger dans ce dossier».

À l'automne 1993, la mise en place de ce plan d'action commence mais on n'en verra les fruits que quelques mois plus tard, c'est-à-dire le 17 mars 1994. Ce soir-là, plus de 500 personnes se sont entassées dans une petite salle du Centre St-Pierre à Montréal. Les porte-parole des différents groupes ont été présentés à l'assemblée. Des témoignages de personnes analphabètes, d'artistes comme Louise Portai et Reine France, de Paul Chamberland, écrivain, sont venus couronner la soirée. Les objectifs de cette rencontre étaient de réunir nos forces et de lancer officiellement notre campagne pour une action contre l'analphabétisme. C'était la première manifestation publique d'un travail en gestation depuis deux ans. Une réussite, même si les autobus de la Mauricie sont arrivés comme la cavalerie dans les westerns... à la fin de la soirée!

Parallèlement à cette assem-



blée publique, les groupes d'alphabétisation rencontraient leur député pour les sensibiliser au problème de l'analphabétisme et pour leur demander d'intervenir auprès du ministre de l'Éducation. Profitant du passage à Trois-Rivières de ce dernier, monsieur Jacques Chagnon à l'époque, des représentants du Regroupement, de groupes de la Mauricie et des porte-parole des personnes analphabètes expliquent la situation au ministre. Celui-ci manifeste une certaine ouverture, mais sans vouloir s'engager concrètement.

Les semaines passent mais toujours rien de nouveau du côté du ministre. Les groupes décident alors de déclencher le «Plan Z»: l'opération «Alphabits». Ils expédient plus d'une centaine de boîtes d'«Alphabits», céréales en forme de lettres, au ministre Chagnon. Cette campagne d'envoi de boîtes de céréales accompagnées d'un message rappelant nos demandes à monsieur Chagnon, a pour objectif de faire savoir à la population que nous sommes en attente d'une réponse. Cette action sera reprise dans les médias et à l'Assemblée nationale. On y apprendra que le ministre préfère les «Spécial K» !

Les groupes multiplient les interventions dans les médias. Entre mars 1993 et juin 1994, le Regroupement a recensé plus de 60 articles de journaux traitant des besoins en alphabétisation populaire autonome.

Les groupes profitent également des premières «Assises

pancanadiennes du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada», qui ont lieu à Montréal, pour soulever le fait que 900 000 personnes analphabètes au Québec attendent toujours un plan de lutte contre l'analphabétisme. Une deuxième rencontre a lieu avec le ministre de l'Éducation. Ce dernier

**«lire et écrire,
c'est avoir accès à la
connaissance,
l'expression, la
communication.
lire et écrire... un
geste de libération.»**

Louise Portal

commence à répondre un peu plus concrètement à nos demandes. Il évoque la possibilité de doubler les budgets des groupes d'alphabétisation et se dit prêt à discuter d'un plan de lutte contre l'analphabétisme. Nous nous demandons alors si nous ne sommes pas en plein conte de fées...

Mais toutes ces belles paroles n'auront pas de suite puisqu'au mois de juin 1994, Daniel Johnson, Premier ministre du Québec, dissout l'Assemblée nationale et déclenche des élections.

Août-septembre 1994: la campagne électorale

Une campagne électorale, c'est un moment privilégié pour amener les partis politiques à se prononcer et à prendre des engagements sur des questions

qui préoccupent la société québécoise. Même si les groupes d'alphabétisation ne débutent normalement leurs activités qu'à la fin du mois d'août, nous n'allions pas manquer une telle occasion !

Premier défi: imposer la problématique de l'analphabétisme pendant la campagne électorale. Un moyen: commencer notre campagne par une action hors de l'ordinaire. Aussitôt dit, aussitôt fait: on loue une montgolfière, et on réalise une grande banderole portant l'inscription «Que faites-vous pour les analphabètes?». Et par une belle journée du mois d'août, à Yamachiche, des représentantes et représentants des groupes accueillent, avec leur montgolfière et sa banderole, monsieur Jacques Parizeau, chef du Parti Québécois, alors en avance dans tous les sondages. Elle est superbe, cette montgolfière et on ne peut pas ne pas voir le message qu'elle porte. Monsieur Parizeau ne peut faire autrement que s'engager, sans se montrer trop précis, comme tout bon politicien, à appuyer le travail d'alphabétisation des groupes populaires.

Une déception: la couverture médiatique a été faible, même si les représentants du RGPAQ ont accordé bon nombre d'entrevues. Mais ce n'était que le début. Tout au long de la campagne électorale, les groupes de toutes les régions du Québec ont talonné tous les candidats et candidates pour savoir quelle était leur position face à la lutte contre l'analphabétisme. L'ex-ministre

de l'Éducation, Jacques Chagnon, a été confronté lors d'un débat télévisé (l'émission «Droit de Parole») par un membre du Regroupement à son inaction dans le dossier.

Le jour du débat télévisé des «chefs» entre Jacques Parizeau et Daniel Johnson, les groupes en alpha ont publié dans un quotidien à grand tirage leur question aux deux chefs : «Que ferez-vous pour les 900 000 personnes analphabètes du Québec?»

8 septembre 1994: Journée internationale de l'alphabétisation

Heureuse coïncidence, les élections se tenaient le 12 septembre, quelques jours seulement après le 8 septembre, Journée internationale de l'alphabétisation. Ce 8 septembre revêtait donc une importance particulière pour les groupes d'alphabétisation. Une intervention théâtrale sur les marches de l'Université du Québec à Montréal a su capter l'attention des médias d'information qui ont ouvert leurs bulletins de nouvelles sur la question de l'analphabétisme. Le journal «La Presse» a nommé Sylvie Tardif, coordonnatrice du Centre d'organisation mauricien de service et d'éducation populaire (COMSEP) de Trois-Rivières et ex-présidente du Regroupement, «Personnalité de la semaine». La montgolfière reprenait du service et venait présenter son message aux Montréalais. Quelques groupes répartis dans différentes ré-

gions du Québec venaient également ajouter leur grain de sel en organisant des activités de sensibilisation.

Le résultat

Le Parti libéral du Québec s'est formellement engagé à doubler les budgets des groupes oeuvrant en alphabétisation... mais il s'est fait battre aux élections ! Le Parti québécois quant à lui s'est engagé à «... concevoir, de concert avec les intervenants, une véritable politique de reconnaissance et de financement des organismes volontaires d'éducation et d'alphabétisation populaires autonomes. Le financement des organismes sera augmenté de même qu'il sera planifié et octroyé sur une base triennale¹.»

Automne 1994- printemps 1995: de l'attente à l'espoir

Le travail réalisé au cours de la campagne électorale a permis aux groupes de se rendre compte qu'il leur manquait un «outil» simple et accessible pour expliquer ce qui se passe actuellement dans le domaine de l'alphabétisation. Le mois d'octobre a donc servi au Regroupement à produire ce dépliant éducatif et à en faire bénéficier tous les députés fraîchement élus. L'automne a aussi permis à plusieurs groupes de recevoir du Regroupement une formation sur le travail avec les médias. On a beau avoir une belle histoire, il faut savoir la conter !

Le Regroupement a été invité lors de la cérémonie d'investiture des nouveaux ministres. Monsieur Jean Garon a été à cette occasion nommé ministre de l'Éducation. Une heure plus tard, il recevait, en mains propres de la présidente du Regroupement, Madame Solange Tougas, une lettre lui demandant une rencontre.

Cette rencontre aura lieu le 17 novembre 1994. Comme il en a pris l'habitude, le Regroupement compte sur une solide délégation composée de formatrices et de porte-parole des personnes analphabètes pour expliquer au ministre la situation en alphabétisation. Monsieur Garon sera particulièrement interpellé par le témoignage de Carole, jeune apprenante de 23 ans d'un groupe de Longueuil. Après la rencontre, monsieur Garon, bien informé des demandes des groupes, s'engage à nous revoir rapidement pour nous faire part de sa position.

Et si on déjeunait?

Les mois de décembre et janvier passent... Les groupes poursuivent leur travail d'information auprès des médias et du grand public. Ils adressent également quelques petits rappels au ministre, par l'envoi de bas de Noël, de S.O.S. dans une bouteille, etc. Février arrive et toujours pas de nouvelles. Que faire? Et si on allait déjeuner aux céréales «Alpha-Bits» au ministère de l'Éducation?

On pourrait y inviter le mi-



nistre à venir rendre publics ses engagements. Ce fut fait et avec succès! Le 7 février, plusieurs centaines de personnes se réunissent dans le hall du MÉQ pour déjeuner en compagnie du ministre. Ce dernier s'engage alors à venir à l'assemblée générale du Regroupement, le 24 février, pour annoncer ses intentions. Il tiendra parole.

Le 24 février 1995, lors de l'assemblée générale du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, le ministre de l'Éducation, Jean Garon, annonce une hausse significative du budget des groupes d'alphabétisation. En fait, en 1995-96, le budget doublera et passera de 2,6 à 5,3 millions de dollars. En ce qui concerne un plan de lutte contre l'analphabétisme, malheureusement, le débat est renvoyé aux États généraux sur l'Éducation qui se dérouleront au cours de l'année 1995-96. Cette annonce va susciter beaucoup de discussions, entre autres sur la répartition de ces nouvelles sommes et sur la création de nouveaux groupes, mais un pas important a été franchi. Ce n'est pas un coup de baguette magique qui a rendu possible ce déblocage, mais plutôt la combinaison de différents facteurs.

Le rôle des différentes régions du Québec

Ce qui nous a permis d'obtenir un financement accru bien sûr, mais aussi une certaine reconnaissance, c'est l'implication

de plusieurs groupes dans plusieurs régions du Québec. Une petite organisation comme le Regroupement n'aurait pas pu faire bouger un gouvernement s'il n'y avait pas eu un travail de sensibilisation en provenance de tous les coins du Québec. Chaque région y a mis sa couleur, investi ses propres forces. C'est l'histoire des sept nains qui ont décidé de se regrouper pour modifier un peu la fable à leur façon.

Le rôle des personnes analphabètes

Ce travail n'aurait pas pu progresser au sein des groupes populaires en alphabétisation si les personnes analphabètes en formation n'y avaient pas joué un rôle majeur. À toutes les rencontres avec le ministre de l'Éducation, des personnes analphabètes sont venues pour exprimer leur vécu, leurs préoccupations. Ce sont elles qui se sont mobilisées sous la pluie, la neige, en plein vent, pour faire entendre leur voix. C'est leur victoire (même si elle est partielle, comme toute victoire) et elles l'ont soulignée par une fête de la solidarité organisée le 27 mai dernier par les porte-parole des participantes et participants des groupes.

La conjoncture

Toutes les histoires, heureuses ou tristes, se passent dans le cadre d'une époque précise. Il serait difficile de vivre une histoire de prince charmant en 1995.

Les princes encore en vie ne sont plus très charmants ! Notre histoire, elle, se situe dans un contexte où les gouvernements cherchent à faire en sorte que les services soient offerts à un coût moindre que celui des institutions publiques. Il faudrait être un peu aveugle pour ne pas reconnaître que ce facteur a joué un certain rôle à l'intérieur de notre histoire. Il ne faut cependant pas tomber dans le piège contraire et penser que ce contexte explique tout. C'est probablement une combinaison de plusieurs facteurs qui nous a permis d'écrire cette nouvelle histoire du monde de l'alphabétisation populaire.

Les appuis, les alliés

Dernier élément, mais non le moindre: cette démarche a réussi grâce au soutien de milliers de personnes et à l'appui d'organismes de toutes les régions du Québec. Soulignons, en particulier, le travail de collaboration avec le réseau des autres groupes d'éducation populaire qui sont représentés par le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ).

C'est en toute indépendance mais ensemble que nous avons avancé vers la reconnaissance du travail des groupes d'éducation et d'alphabétisation populaires autonomes. Mentionnons également le support indéfectible de la Conférence religieuse canadienne, section Québec (CRCQ).